DECLARATION PREALABLE

CAPD DU 5 septembre 2014

Matthieu DROUHIN

Madame la directrice académique,

La démission du gouvernement de Manuel Valls nommé il y a cinq mois, suite à l'apparition de désaccords politiques importants, entraîne la nomination d'un troisième ministre de l'Education nationale alors que la première qualité pour diriger ce ministère reste la constance. L'espoir levé par les grandes ambitions de la Refondation ne cesse d'être malmené.

Comment donner sens à la priorité présidentielle faite à l'Ecole dans de telles conditions ? Ce nouveau remaniement conduit encore à du temps perdu pour la refondation de l'Ecole. Les promesses pour le collège et le lycée, faites aux professionnels de l'Education, aux parents, et aux élèves sont aussi à concrétiser. L'Ecole ne peut plus attendre, elle ne peut plus souffrir du temps politique toujours asynchrone.

En 5 mois, Benoît Hamon qui se voulait un usineur des réformes engendrées par la loi d'orientation aura surtout été un démineur comme on l'a vu avec son décret sur les rythmes ou encore son habile recul sur l'ABCD de l'égalité. Pour le reste, il aura poursuivi le travail engagé par son prédécesseur sur les dossiers corpo comme sur les questions plus éducatives.
La nouvelle ministre devra donc donner d'importantes garanties : sur les moyens avec le maintien de la création des 60 000 postes prévus, mais aussi sur le plan pédagogique.
Au SE-UNSA nous exigeons la reprise d'une Refondation tant attendue et indispensable. A mi-mandat, la poursuite d'une priorité présidentielle à l'Education n'aura de réalité qu'avec de la cohérence et de la constance.

Depuis 2 ans, le dialogue social aura été réel et permis d'avancer sur bon nombre de dossiers en instance, certains depuis des dizaines d'années. Et même si certains dossiers marquent de réels progrès face à la situation antérieure : l'abandon du jour de carence, l'APC ramenée à 36 heures, l'augmentation du ratio de hors-classe, la direction d'école, le versement d'une ISAE, … les personnels ne perçoivent pas toujours d'évolutions notables dans ce que devrait être la refondation de leur métier. Ils se perçoivent comme non reconnus dans leur professionnalité. La relation avec leurs supérieurs est ressentie comme défiante alors qu'ils souhaiteraient qu'elle soit une collaboration efficace. Cette relation enseignants-hiérarchie est à réinventer pour l'épanouissement professionnel des collègues et pour la réussite du

système éducatif. C'est ce que montre très clairement l'enquête que nous avons conduite auprès de la profession au cours des 6 derniers mois.

Notre enquête est précise : elle démontre que les enseignants et personnels d'éducation sont des professionnels dynamiques, investis dans leurs missions et mobilisés par leur métier. En revanche, la représentation sociale de leur métier, l'absence de reconnaissance à la fois financière et sociétale, vécue comme un déclassement, et un cadre professionnel trop rigide pèsent lourdement sur l'exercice de ce métier qu'ils aiment et qui impacte de façon lourde leur vie personnelle.

Au-delà des questions techniques de chaque rentrée, c'est ce décalage persistant entre une profession qui a envie de faire, qui est dynamique, préoccupée par les progrès de ses élèves et une réponse politique toujours inexistante qui est pour le SE-UNSA, le fait marquant de cette rentrée.
C'est la conception même du métier d'enseignant qui est en jeu. Une conception qui doit laisser place à plus de liberté, d'autonomie, de libre arbitre et de confiance de la part de l'institution et qui doit aussi faire de réels progrès en matière de GRH.

Alors oui, le temps des personnels doit venir. Le temps de concevoir le métier autrement, dans un contexte nouveau. Ce chantier de la Refondation du métier, du rétablissement de la confiance apparaît comme essentiel. Ce sera l'une des tâches majeures que devra accomplir le nouveau ministre. Elle a en mains la refonte des programmes et du socle commun, la simplification des tâches des directrices et des directeurs qui sont autant de leviers essentiels pour cette transformation que le SE-Unsa appelle.

Nous continuerons notre combat pour que les trois gros chantiers en cours ne soient pas considérés comme ayant atteint leur but. Le ratio de hors-classe doit atteindre le même pourcentage que dans les corps du second degré. L'ISAE doit être progressivement portée au même niveau que l'ISOE, à savoir 1200 € annuels. Quant au chantier sur la direction d'école, des avancées ont été actées mais elles restent insuffisantes.

Pour ce qui est de notre département, le SE-Unsa sera attentif notamment sur la question des temps partiels, le besoin de départ en formation CAPA-SH et un retour à une réelle formation continue. Il est également urgent de revoir les problèmes engendrés par les zones pour le mouvement. Nous vous demandons également un calendrier qui nous permette de travailler dans de meilleures conditions et d'avancer la phase d'ajustement du mouvement.